

## CONSEIL DES MINISTRES DU JEUDI 8 MARS 2007

Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin sous la présidence du Premier ministre, Dr. Navinchandra Ramgoolam, et a, entre autres:-

1. agréé la présentation à l'Assemblée nationale du *State Lands (Amendment) Bill* qui dotera le ministre du Logement et des Terres des pouvoirs lui permettant de vendre, à son propriétaire, à un prix nominal, le terrain de l'Etat sur lequel une maison faisant partie d'une cité CHA a été construite, cela suite à la décision du gouvernement de vendre à leurs propriétaires les terres de l'Etat sur lesquelles sont construites des maisons ex-CHA.
2. pris note des développements dans la mise en œuvre des divers projets dans la région de Grand Baie, qui comprennent entre autres, la réhabilitation de la plage, des travaux d'infrastructure et le rehaussement de l'environnement socio-économique de la localité.

Le Conseil a aussi pris note que les travaux ont déjà commencé pour l'aménagement d'un terrain de football et d'autres facilités sportives à Grand Baie. Ce projet est partiellement financé par *Seaview Ltd*, une compagnie privée.

3. pris note de la bonne performance du secteur de la zone franche pour l'année 2006, comparée à 2005. Les exportations totales ont augmenté de 16,4 % et la performance des autres sous-secteurs principaux est comme suit :
  - (i) l'habillement a enregistré un taux de croissance de 13,4 %;
  - (ii) la filature et le tissage ont connu un taux de croissance de 16,3 %;
  - (iii) les produits optiques ont augmenté de 39 %; et
  - (iv) le secteur du *Seafood* a enregistré un taux de croissance de 57,8%.

Le Conseil a aussi pris note que le taux de croissance dans le secteur de la zone franche pour l'année 2007 est estimé à environ 2,5 % et que si cette tendance se maintient, ce secteur demeurera un des piliers de l'économie pour les années à venir.

4. pris note que le gouvernement de Madagascar a sollicité l'assistance de Maurice afin de permettre à ce pays de se remettre des dégâts importants causés par le passage de quatre cyclones successifs depuis décembre 2006. Dans un esprit de solidarité et tenant compte des relations amicales existant entre les deux pays, Maurice a décidé de faire un don de 500 tonnes de riz.

5. pris note des résultats des opérations de recherche et de secours par rapport aux 17 pêcheurs des bateaux de pêche *King Fish II* et *King Fish V* qui sont portés manquants. En vue d'aider les familles des pêcheurs, le ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale, du Bien-être des Personnes âgées et des Institutions réformatrices et le ministère de l'Agro-industrie et de la Pêche accordent une aide financière et un appui psychologique à ces familles. Le Premier ministre a remis des chèques à ces familles cet après-midi.
6. pris note que, suite à la signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement de l'Inde et le gouvernement de Maurice durant la visite du Premier ministre, Dr. Navinchandra Ramgoolam, en Inde en janvier 2006, l'*INS Sarvekshak* a effectué des levés hydrographiques, y compris des prélèvements en eau profonde pour les besoins de l'industrie exploitant les ressources océaniques (*land-based oceanic industry*).

Le Conseil a pris note que le navire hydrographique *INS Sarvekshak* sera de nouveau à Maurice le 10 mars 2007 afin de mener pour le *Mauritius Research Council* des levés bathymétriques à trois endroits désignés par rapport au projet de l'industrie exploitant les ressources océaniques. Le navire se rendra ensuite à Rodrigues pour mener des relevés hydrographiques à Port Mathurin et aux abords de Port Mathurin pour le compte de la *Mauritius Ports Authority*.

7. pris note de la promulgation des *Finance and Audit (Trust Fund for Excellence in Sports) (Amendment) Regulations* en vue d'étendre la marge de manœuvre du *Trust Fund for Excellence in Sports* pour que cet organisme puisse prendre en charge les jeunes athlètes au niveau scolaire. Cela afin de pallier au manque d'encadrement adéquat pour préparer les meilleurs athlètes pour des performances de haut niveau dès leur jeune âge.

Le *Trust Fund for Excellence in Sports* a été mis sur pied en décembre 2002 en vue de concevoir, financer et mettre à exécution des projets et des plans à l'intention:

- (a) des sportifs et sportives qui ont atteint l'excellence dans leur discipline respective au niveau national ou international; ou
  - (b) des sportifs et sportives retraités qui ont besoin de support et d'une assistance financière pour entreprendre d'autres activités professionnelles.
8. pris note du progrès accompli à ce jour dans l'opérationnalisation du nouvel encadrement par rapport au *business facilitation* et dans la rationalisation des activités réglementées afin de promouvoir et faciliter l'émergence d'entrepreneurs créatifs et innovateurs. Cela conformément au programme gouvernemental 2005-2010 pour créer un cadre favorable et prévisible pour le business et épargner aux différents partenaires socio-économiques les contraintes bureaucratiques inutiles.

Le Conseil a aussi pris note qu'une série de lignes directrices que les opérateurs devront respecter par rapport aux risques d'incendies, à l'environnement et à la santé ont été affichées sur le site web du *Registrar of Business and Companies*, du *Board of Investment*, d'*Enterprise Mauritius* et des départements majeurs du gouvernement au profit du public.

9. pris note des plans et des projets incitatifs mis sur pied ainsi que des mesures de support prises pour la consolidation et la promotion du secteur coopératif. Cela conformément au programme gouvernemental de dynamiser ce secteur et de renforcer la capacité des sociétés coopératives. Ces mesures sont, entre autres:
- (i) le relancement du *computer grant scheme*;
  - (ii) l'octroi de subventions pour encourager les jeunes et les femmes à entreprendre des activités génératrices de revenus dans les coopératives;
  - (iii) la provision d'assistance technique et financière aux sociétés coopératives d'éleveurs de vaches en particulier celles faisant partie des projets 'village laitier' ;
  - (iv) une assistance pour de petits projets dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation agricole, en particulier pour l'acquisition des équipements; et
  - (v) une assistance pour le secteur de l'élevage sur une base coopérative.

Les mesures proposées permettront aux coopératives de jouer un rôle plus significatif dans l'économie nationale et d'apporter une contribution active pour résoudre le problème du chômage.

10. pris note que la Caravane de l'Entrepreneuriat, qui vise à promouvoir une culture de l'entrepreneuriat dans notre société, a eu beaucoup de succès à travers l'île. Ainsi, de juillet 2005 à janvier 2007, 17 286 personnes ont visité la *Small Enterprises and Handicraft Development Authority* (SEHDA) pour un service de conseil et de facilitation, alors que 4 482 certificats d'enregistrement ont été émis; dont, 2 724 pour de nouvelles entreprises.

Le Conseil a aussi pris note que, afin de discuter des problèmes et des contraintes auxquels font face les petits entrepreneurs qui sont nouvellement enregistrés dans l'administration de leurs entreprises, le ministre de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et des Coopératives et celui de la Technologie informatique et des Télécommunications ont eu une rencontre interactive avec un premier groupe de 500 petits entrepreneurs. La rencontre a servi de plateforme aux diverses institutions de soutien pour donner des informations aux entrepreneurs sur les facilités, les plans et les services, y compris l'utilisation des outils des TIC, offerts pour la gestion de leurs entreprises.

Les entrepreneurs ont profité de l'opportunité pour exposer quelques uns de leurs produits et pour échanger des informations et leur savoir-faire.

Le Conseil a également pris note des initiatives visant à répondre aux problèmes auxquels font face les entrepreneurs et à stimuler le secteur des PME. Ces initiatives sont les suivantes:

- (a) une récompense d'une valeur de Rs 50 000 à la première entreprise qui obtient la certification de qualité ISO 9000;
  - (b) la préparation, par la SEHDA, d'un annuaire où figureront les petites et moyennes entreprises;
  - (c) des rencontres régulières et interactives avec les PME sur une base régionale en vue d'évaluer leurs difficultés; et
  - (d) la mise sur pied d'un comité comprenant toutes les institutions de soutien, pour faire le prompt suivi des doléances des PME.
11. pris note que, conformément à la C111 Convention concernant la discrimination (emploi et profession) de 1958, le ministère du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi a fait une étude sur les pratiques discriminatoires sur le marché du travail mauricien en vue d'identifier:
- (a) les déséquilibres existants ou les pratiques discriminatoires; et
  - (b) les éléments discriminatoires se trouvant dans la législation ou dans les règlements administratifs qui contribuent à l'inégalité dans l'accès à l'emploi ou à des traitements inégaux à l'emploi;

L'étude a révélé, entre autres:

- (i) qu'un contrôle inadéquat affaiblit la protection fournie à travers les droits à l'emploi de notre législation actuelle;
- (ii) que la discrimination sexuelle dans les professions limite les possibilités d'emploi pour les femmes par rapport aux hommes et que cela pourrait être la raison de la faible rémunération perçue par les femmes sur le marché du travail; et
- (iii) que les formations professionnelles poursuivent le modèle de discrimination sexuelle correspondant aux rôles sexuels traditionnels sur le marché du travail.

Le ministère propose d'organiser un atelier pour faire connaître les conclusions du rapport.

12. pris note que le ministère du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi a entrepris une étude rétrospective de suivi des licenciés du secteur du textile dans le cadre du projet *Renforcement des compétences pour l'égalité des sexes et l'indépendance des femmes*.

Cette étude cadre avec l'élimination des régimes préférentiels et l'avènement de la compétitivité globale qui ont caractérisé ces dernières années ainsi que le démantèlement graduel de l'Accord Multifibre, qui ont tous eu des répercussions négatives sur le secteur du textile et de l'habillement à Maurice.

Elle vise à

- (i) étudier les effets du chômage dans le secteur du textile et identifier les problèmes auxquels font face les travailleurs licenciés;
- (ii) évaluer les moyens d'adaptation dont ils disposent après leur licenciement; et
- (iii) proposer des stratégies et des programmes servant à résoudre les problèmes.

Cette étude révèle les faits suivants:-

- (i) Le chômage affecte la qualité et le mode de vie de ceux qui sont directement concernés de même que la vie des autres membres de la famille.
- (ii) Les programmes de formation et d'allocation de crédits mis en œuvre jusqu'ici ne semblent pas avoir d'effet positif sur les travailleurs licenciés ou les aider de manière conséquente.
- (iii) Il semble que la plupart des licenciés ignorent qu'il existe des programmes mis au point à leur intention.
- (iv) Les licenciés des compagnies de textile préfèrent être embauchés dans un secteur alternatif, surtout dans le secteur public ou le secteur touristique même si leurs compétences ne correspondent nullement aux exigences de ces secteurs.
- (v) Les hommes se retrouvant sans emploi pendant une longue période ont tendance à se considérer, et sont considérés par d'autres, comme chômeurs tandis que les femmes se trouvant dans une situation semblable sont considérées comme des ménagères.

- (vi) Les compétences, le parcours éducatif ainsi que les données biographiques de bon nombre de travailleurs, surtout de femmes d'âge mûr, rendent difficile leur réembauche dans d'autres secteurs.

Les conclusions de l'étude seront abordées avec tous les partenaires concernés lors d'une réunion consultative qui se tiendra les 26 et 27 mars 2007.

13. pris note de la promulgation des *Merchant Shipping (Seafarer's Welfare Fund) (Amendment) Regulations* pour permettre la nomination de deux représentants de marins actifs, au lieu d'un, sur le comité de gestion, cela afin d'assurer une représentation plus équitable des marins sur le comité de gestion du *Seafarer's Welfare Fund*.
14. agréé que les actifs du gouvernement à l'aéroport de Plaine Corail à Rodrigues soient transférés à *Airport of Rodrigues Ltd (ARL)* le 31 mars 2007. ARL, qui est une compagnie publique mise sur pied avec le gouvernement comme actionnaire pour gérer et développer l'aéroport à Plaine Corail, deviendra l'opérateur aéroportuaire agréé à Rodrigues à partir de cette date.
15. pris note de la mise sur pied d'un comité pour étudier les différents aspects relatifs à l'introduction/la production du biocarburant à Maurice, cela conformément à la politique du gouvernement de diversifier les sources d'énergie.
16. pris note que la *Consumer Unity and Trust Society (CUTS) International* organise, les 29 et 30 mars 2007, en collaboration avec le ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et des Coopératives, une conférence sur la politique de concurrence internationale à Maurice. Cette conférence fait partie d'un projet de recherche et de recommandation de deux ans intitulé 'Le renforcement des capacités en ce qui concerne la politique de concurrence dans des pays choisis de l'Afrique australe et orientale'. L'objectif principal du projet est de développer la capacité des parties concernées au niveau national, à savoir les décideurs, les régulateurs, les organisations faisant partie de la société civile, les académiciens et les médias à travers un processus de participation pour comprendre les préoccupations actuelles de la concurrence sous une perspective tant nationale que régionale et internationale.
17. pris note des retombées de la mission en Inde, du 20 au 25 février 2007, du ministre de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et des Coopératives qui était l'invité d'honneur de l'*India International Trade Centre (IITC)* et du *SME Centre* de l'Inde. Le ministre était également le principal intervenant lors du sommet mondial des PME qui s'est déroulé à Mumbai sur le thème '*Empowering SME Sector for Better Prospects*'.

Le Conseil a aussi pris note qu'un protocole d'accord a été établi par l'IITC et la *Small Enterprises and Handicraft Development Authority* (SEHDA) pour la promotion et le développement des petites entreprises. L'IITC a accepté d'allouer une superficie de 2 000 m<sup>2</sup> au Centre d'exposition permanent des acheteurs internationaux pour que les produits mauriciens y soient exposés. Le Centre a également accepté d'aider la SEHDA dans l'organisation de la *SME Technology Fair* prévue pour juin 2007, la formation des PME et la fourniture des matières premières aux PME.

A Mumbai, une réunion entre acheteurs et vendeurs a eu lieu à l'initiative d'*Enterprise Mauritius* au cours de laquelle:

- (i) *Grays International* a conclu avec un importateur de Mumbai un premier accord pour l'exportation du rhum pendant une année;
- (ii) *St Aubin* et *Scott Ltd* ont identifié un créneau spécialisé pour le secteur hôtelier; et
- (iii) *International Distillers* et *United Spirits Producers* ont négocié un partenariat en joint-venture avec des firmes indiennes pour la mise en bouteille du rhum mauricien en Inde.

Durant son séjour à Mumbai, le ministre a aussi eu des réunions de travail avec, entre autres:

- (i) M. Jaggannathan, directeur régional d'*Apparel Exports Council* sur la possibilité de mettre sur pied un *Apparel Exports Council* à Maurice;
- (ii) *Singhi and Associates*, une firme de conseil financier, sur la possibilité que *BALBIR Rolling Mills Ltd* qui est un de leurs clients, établisse une usine de sidérurgie à Maurice; et
- (iii) le directeur de l'entreprise *Gandhitex* en vue de mettre sur pied une industrie de fabrication du papier à Maurice.

8 mars 2007

*Government Information Service  
Prime Minister's Office  
Port Louis*